

Baroa⁽²⁾ en son royaume ?

Editorial de Tribune.com du 19/03/09

Impensable il y a seulement quelques semaines, le coup d'essai a été le coup de maître, le coup de maître a été un coup d'État⁽¹⁾. Andry Rajoelina est devenu Chef d'Etat légal de Madagascar le 17 mars 2009, soit deux mois jour pour jour après la fin de l'ultimatum pour rouvrir Viva TV, prétexte du début de son mouvement de rébellion. Il a donc remporté la guerre, après les défaites accumulées une à une par Marc Ravalomanana.

On saluera donc le courage de Andry Rajoelina à se dresser face aux abus du Président de l'époque, et sa capacité à créer une large coalition politique, militaire et populaire pour en faire le marchepied de ses ambitions. Cependant, la véritable question ne réside plus dans le caractère légal de son pouvoir, mais dans les chemins tortueux empruntés pour l'obtenir. Vainqueur oui, de manière respectable non. De plus, la route n'est pas finie, et il a intérêt à reprendre le contrôle très vite pour éviter que la situation d'anarchie créée par son coup d'état ne transforme définitivement le pays en un gigantesque *Fanjakan'i Baroa*⁽²⁾. À l'issue d'une lutte censée être pour la démocratie (volonté du plus grand nombre), le peuple de 18 millions de malgaches se retrouve sous la coupe d'une petite foule de 13 Mai-istes et autres places publiques des grandes villes.

Alliance politique instable

Le premier combat qui attend Andry Rajoelina est la gestion de la mosaïque bigarrée de politiciens qui se sont rassemblés pour le soutenir. L'ancien Maire d'Antananarivo est en effet l'occasion de la résurrection politique de beaucoup, placés *de facto* par Ravalomanana dans la maison de retraite politique. La plate-forme pour la transition vers la IVème République est un patchwork hétéroclite qui ne peut que voler en éclats, quand viendra la distribution des chaises. Car à moins que le TGV ne soit assez grand pour contenir tout le monde, le partage du gâteau va créer inévitablement sa cohorte de mécontents et de frustrés. Comment Andry Rajoelina va-t-il faire le grand écart entre ces 60 partis et associations politiques réunis au sein de la plate-forme, qui ont chacun leurs objectifs et agenda propres ? Comment envisager que des gens comme Jean Lahiniriko, Jacques Sylla, Benja Razafimahaleo, Bruno Betiana, Daniel Ramaromisa, Pierrot Rajaonarivelo, Monja Roindefo, Roland Ratsiraka, Ny Hasina Andriamanjato ou encore Albert Zafy puissent s'entendre de façon durable ? Notre ami Pierrot⁽³⁾, pressé de revenir aux affaires, s'est déjà manifesté il y a un jour depuis Paris en critiquant la durée de la transition.

Le seul lien qui unissait la plate-forme était le renversement de Marc Ravalomanana. Cet objectif était fait pour les réunir. Maintenant que cela est réalisé, l'ambition de la plupart de s'imposer aux prochaines élections risque de les diviser. Cette coalition de façade va inévitablement s'effriter au fil du temps, comme le FNDR à la fin des années 90, les Forces vives de 1991 ou le KMMR de 2002. Quelle est la force politique et l'envergure de Andry Rajoelina face à tous ces politiciens professionnels et aguerris ? Car ce n'est pas tout que de réunir une minorité vociférante sur le 13-Mai, obtenir l'appui de *guérilleros* et imposer sa volonté aux 18 millions de Malgaches. En particulier, sa véritable audience en province dépend de ses alliés, et ceux-ci n'ont peut être pas très envie de lui laisser trop de champ libre.

Combat diplomatique incertain

Sur le plan diplomatique, la bataille risque également d'être ardue pour Andry Rajoelina. Malgré les propos rassurants de son équipe qui prétend que les choses vont se normaliser très rapidement, l'expérience de la Mauritanie ou de la Guinée n'encourage pas à l'optimisme sur cette rapidité. Seul cas à part, celui de la France, soutien réel ou supposé de Andry Rajoelina, et qui par la voix du Ministre français des Affaires étrangères, a affirmé qu'elle poursuivra sa coopération.

On s'étonnera également (ou on ne s'étonnera pas, c'est selon) que le poste d'ambassadeur de France, vacant depuis des mois, soit soudainement occupé le jour de la chute de Ravalomanana. Juste à temps pour être le premier pays à reconnaître Andry Rajoelina et le premier ambassadeur à lui présenter ses lettres de créances. Quant au pays de l'Oncle Sam, il n'avait pas de liens particulièrement forts avec Marc

Ravalomanana. L'évacuation ces dernières heures du personnel non-essentiel de l'Ambassade américaine dénote en tous cas un manque de confiance dans le régime de transition.

Si on peut être assuré que la France va faire pression pour aider le francophile Rajoelina à se faire reconnaître par les européens et certains africains, le processus prendra du temps. L'annonce favorable de Andry Rajoelina à l'accueil du Sommet de l'Union africaine est une manière de quémander une reconnaissance internationale en général, et par la réticente Union africaine en particulier. On ne sait comment réagira l'organisation continentale, mais les dernières déclarations de Jean Ping ne sont pas en faveur de l'ancien maire d'Antananarivo. Mais si le Sommet est quand même accueilli à Antananarivo, quelle ironie ce serait pour Marc Ravalomanana, qui doit peut-être une partie de sa chute à son entêtement pour ce Sommet. Même remarque pour le Palais de la Reine, dont les travaux de restauration sont en cours de finition : *Ravalo no nivity sovaly dia i Rajoelina no hitaingina azy* (c'est Ravalomanana qui a acheté le cheval, et c'est Rajoelina qui monte dessus).

Pour les autres organisations internationales, on notera également les dernières déclarations de l'Union européenne et de la SADC, qui vont dans le sens d'un refus du coup d'état. Quant aux autres bailleurs de fonds, leur réaction après les coups d'état en Mauritanie et en Guinée montre la tendance actuelle mondiale vis à vis des gouvernements de putschistes. En Mauritanie, les bailleurs ont suspendu leurs opérations (sauf celles à caractère humanitaire) depuis 7 mois. Or, le budget de l'Etat Malgache, supporté pour près de la moitié par l'aide internationale, a déjà beaucoup souffert de la suspension de 35 millions de dollars en décembre 2008, pour cause de flou non artistique au sujet de certains points soulevés par les institutions de Bretton Woods : le financement d'Air Force One II, les exonérations fiscales du groupe Tiko, et la société nationale pétrolière en gestation. Un nouveau gel risque de porter un autre sérieux coup au budget national. Benja Razafimahaleo va donc devoir montrer des talents de jongleur et sans doute procéder à une opération d'emprunt national, style BTA. Et quand on sait que cette crise politique s'est inscrite dans la lignée de la crise économique mondiale, on ne peut qu'être inquiet.

Pour Andry Rajoelina, le challenge diplomatique va donc se muer en un challenge économique et social. Car les problèmes budgétaires risquent d'avoir un impact direct sur la capacité de l'Etat à assumer ses charges, comme le paiement des salaires des fonctionnaires. Le taux de change risque également de fluctuer plus que de raison, à cause de la baisse des devises. Cependant, il y a quelques jours Andry Rajoelina a déclaré qu'un pays étranger était prêt à lui donner 40 à 50 millions de dollars. On demande à voir, et à connaître les conditions. Car seuls les bailleurs de fonds traditionnels sont capables de faire des prêts concessionnels (0,5% d'intérêt, moratoire de 10 ans et remboursement sur 40 ans). A moins que ce ne soit un cadeau de Kadhafi, qui fut grand ami de Ratsiraka, et grand ami de Ravalomanana. Question qui n'a rien à voir avec le sujet : après les pillages à lavoloha, où sont passés les cinq chameaux offerts par Kadhafi à la Vitrine de Madagascar à lavoloha ?

L'importance d'un accord avec les bailleurs de fonds dépasse cependant les aides qu'ils apportent. L'exécution d'un programme avec le FMI et la Banque mondiale est un gage de crédibilité pour les autres bailleurs de fonds réunis au sein du Club de Paris ou du Club de Rome. Zafy Albert, Alain Ramaroson et le Pasteur Andriamanjato ont voulu innover à coup de *promissory notes* et de financements parallèles. On sait ce qu'il en est advenu. De plus, certains rapports de la communauté internationale, tels que le *Doing business* de l'IFC font figure de référence auprès des investisseurs.

Ratsirahonana va donc tenter de trouver le moyen pour faire avaler la pilule, et essayer de convaincre la communauté internationale de la parfaite constitutionnalité de la prise de pouvoir. Il lui faudra du courage et de la créativité, car l'opinion des Capitales est déjà faite. Le challenge pour le patron du parti AVI sera de convaincre Andry Rajoelina de mettre les formes pour trouver une solution politique consensuelle, et qui puisse amadouer la communauté internationale. Dans ce cadre, les assises nationales semblent être un passage obligé. Sauf si des barbouzes kidnappent les ambassadeurs et les représentants des bailleurs de fonds pour les « inviter en toute liberté » à signer des accords de crédit. Invraisemblable, dites-vous ? Demandez aux généraux du Directoire militaire et au Pasteur Lala Rasendrasahina...

Junte militaire ?

Quoiqu'on en dise, c'est par la force des armes que Andry Rajoelina est arrivé au pouvoir. Ce sont les canons des fusils du CAPSAT qui ont forcé, puis protégé sa route, avant de l'imposer envers et contre tous les récalcitrants, y compris la communauté internationale et les membres du Directoire militaire. Andry Rajoelina est donc redevable à deux groupes : le quatuor de journalistes qui a officié sur Radio Viva pour

faire monter la pression et la gérer, et surtout les mutins dirigés par le CAPSAT. Question : est-il également prisonnier de ces relations coupables ? Cela n'est pas impossible. Car les colonels et autres commandants qui font actuellement la pluie et le beau temps ont démontré qu'ils pouvaient et savaient renverser en 10 jours un Chef d'Etat qui les mécontentaient, au mépris de toute règle, qu'elle soit constitutionnelle ou militaire.

Qu'est ce qui prouve que cette révolte de colonels ne fut qu'une parenthèse dans l'Histoire du pays, et que cela ne va pas devenir un *lalan-kita-kisoa* (expression malgache pour qualifier une mauvaise habitude) ? Andry Rajoelina et ses successeurs vont donc devoir apprendre à caresser les bidasses-en-chef dans le sens du poil, afin d'éviter que leurs armes ne se retournent contre eux. Ali Soilih, Thomas Sankara, Ahmed Abdallah, Laurent-Désiré Kabila, Anouar el Sadate sont quelques-uns des personnes qui ont appris à leurs dépens que l'amitié de chefs militaires sans scrupules pouvait devenir encombrante. Mais qui sème le vent, récolte la tempête. Et dans des proportions plus raisonnables, c'est la raison pour laquelle la réussite du coup d'Etat contre Ravalomanana, lui-même auteur d'un coup d'Etat contre Ratsiraka en 2002, n'émeut finalement pas plus qu'il ne faut.

On avait toujours cru que la discipline était la force principale des armées. Le courage, le fusil, et le *mokon-doha* (entêtement extrême) sont indispensables. Les neurones et l'honneur ne sont livrés qu'en options. En clair, pour instaurer le respect et la peur, il vaut mieux être une brute qu'un poète. Et dans les sables mouvants actuels, la seule chose qui est sûre c'est que ceux qui détiennent le pouvoir sont maintenant ceux qui détiennent les fusils. Tout le reste risque alors de n'être qu'artifice ou un écran de fumée, un peu comme ces juntes militaires dans d'autres pays qui mettaient en place un gouvernement civil fantoche, pour se donner une bonne conscience, mais aussi pour se donner les coudées franches de faiseurs de roi. Les Comores avec le tristement célèbre Bob Denard sont un exemple proche.

La mise au pas des bidasses sera donc le premier chantier d'envergure pour Andry Rajoelina. Mais il ne faut pas trop se faire d'illusions. Comment le nouveau Chef de l'Etat peut-il ordonner aux mutins de rentrer maintenant dans les rangs, après que lui-même les ait encouragés à en sortir ? Pour arriver à ses fins, Rajoelina a choisi de faire alliance avec des militaires incontrôlables et imprévisibles. Les scènes au BUCAS Antanimena parlent d'elles-mêmes, avec ces militaires incapables de garder leur calme, et vociférant à qui mieux mieux, du troufion aux 5 boutons, en passant par un commandant particulièrement excité. Comment accepter les conditions, ou même le principe, des arrestations du Pasteur Rasendrasahina et des trois généraux, par des soldats sans aucun mandat de police ? Le téléspectateur de ces scènes pitoyables était en droit légitime de se demander quel (très mauvais) film passait à la télé : Rambo III, Armageddon, Les 7 mercenaires, Les 12 salopards ou la Planète des singes ? Il est vrai que les théories de Darwin peuvent suivre un rythme différent en fonction des sujets, et pour reprendre la thématique de l'éditorial d'hier, l'étude de l'homo soldatus est encore un vaste chantier.

Notes :

⁽¹⁾ Coup d'état : renversement violent des pouvoirs publics établis (Lexique de Politique, Debbash C. et cons., Dalloz, 2001)

⁽²⁾ Etat sans règles, où chacun fait ce qui lui plaît, loi de la jungle

⁽³⁾ Expression à ne pas prendre au premier degré...